

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 8-9

Artikel: Le Vatican veut-il courtiser les femmes ?

Autor: Ballin, Luisa

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280735>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

nancières. Elle dénonce en particulier le déséquilibre qui existe dans le texte entre les recommandations faites au FMI et à la Banque mondiale (les programmes d'ajustement structurel conduisent souvent à une féminisation de la pauvreté) et celles concernant les ONG. WIDE demande que les ONG ne soient pas chargées de vaincre la pauvreté à la place de ceux qui ont créé les structures qui la perpétuent. L'organisation s'inquiète également d'une interprétation trop étroite dans le texte du rôle des femmes comme mères et protectrices.

Emplacement et concessions

Lorsque le Comité organisateur chinois a annoncé, en avril, un plan de dernière minute prévoyant le déplacement du Forum des ONG, qui serait installé non pas au centre de Pékin mais à une heure du lieu de réunion officiel de l'ONU, les ONG du monde entier ont décidé de se battre. Depuis lors, elles ont bruyamment mené campagne pour disposer d'un emplacement plus adéquat, en faisant valoir qu'on leur dérobaient un point central.

Environ 1300 ONG ont obtenu l'autorisation de participer au Forum (30 août au 8 septembre); mais les hôtes chinois ont provoqué un tollé de protestations en Occi-

dent, accompagné de rumeurs de boycottage, lorsqu'ils ont décidé, en avril, que les manifestations n'auraient pas lieu au Stade des Travailleurs (dans le centre de Pékin) mais en campagne, à Huairong.

Le 8 juin, les organisateurs du Forum global des ONG ont accepté la décision controversée de la Chine de déplacer le lieu des manifestations, mais seulement après avoir obtenu en contrepartie une forte augmentation du nombre autorisé de participants.

Selon les termes du compromis, les organisateurs ont accepté l'emplacement de Huairong en échange de plusieurs concessions de la part de la Chine, notamment un net relèvement du nombre de personnes autorisées à participer, soit de 20 000, limite fixée initialement par la Chine, à 36 000. Le pays hôte a également accepté d'installer jusqu'à 3500 lignes téléphoniques internationales et d'assurer les transports nécessaires par bus entre Huairong et le lieu où se tiendra la conférence des Nations Unies, répondant ainsi à deux vives préoccupations du comité organisateur des ONG.

L'emplacement de Huairong a été rejeté par certains groupes de femmes qui l'ont jugé non seulement trop éloigné mais aussi inadéquat. Pour résoudre ce problème, Pékin a accepté d'y créer un lieu de réunion central de 42 hectares pour les activités de grande envergure. Les organisateurs

ont longuement insisté sur la nécessité de disposer d'un lieu de réunion principal, comptant au moins 6000 places, pour tenir les séances plénières; ils craignaient en effet qu'en l'absence d'un tel lieu, le Forum soit dépourvu de pôle de convergence.

Les Chinois ont estimé que le Stade des Travailleurs ne pouvait convenir en raison de problèmes structurels, mais on indique de source officielle qu'il s'agit en fait d'un prétexte: les responsables de la ville et du parti communiste craindraient que des groupes de femmes n'organisent des manifestations embarrassantes sur la place Tiananmen ou en d'autres endroits du centre ville.

Un train pour la paix

Malgré les difficultés, les organisatrices non gouvernementales comptent bien faire du rendez-vous de Pékin un événement. A cet effet, trois trains emmèneront les déléguées en Chine. Le «Train pour la paix» est parti le 7 août d'Helsinki. Organisé par la Ligue internationale des femmes pour la paix à l'occasion de son 80^e anniversaire, le convoi emmènera en trois semaines 250 femmes engagées de l'Europe de l'Est jusqu'en Chine. Le train traversera des régions stratégiques, comme la Turquie ou le Kazakhstan. A chacune des étapes, des rencontres avec des groupes locaux de femmes permettront de débattre du thème de la Paix en rapport avec les difficultés spécifiques de chaque région. Le voyage sera l'occasion d'un «carnet de route», reportage filmé qui sera diffusé dès décembre. Voyage par le rail également pour le convoi «Femmes en train pour Pékin», dont le départ a été sifflé le 19 août à Paris et le «Beijing Express», organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement, qui a quitté Varsovie le 20 août.

Au début du mois d'août, alors que certaines Suissesses étaient déjà en route dans le train parti d'Helsinki, «aucune des participantes au rendez-vous de Pékin n'avait reçu de confirmation officielle émanant d'un hôtel, document pourtant indispensable à l'obtention du visa d'entrée décerné par les ambassades chinoises» indiquait Danielle Bridel, membre du Comité d'organisation du Forum des ONG. Reste donc à savoir combien, parmi les 33 000 femmes inscrites au forum de Pékin obtiendront le laissez-passer.

Une chose est sûre, les représentantes des femmes tibétaines ne seront pas du voyage. Ainsi en a décidé le Conseil économique et social réuni à Genève le mois dernier. Onze seulement des dix-neuf ONG qui tentaient de recevoir une accréditation ont été agréées. Parmi les exclues figurent toutes les représentantes des femmes tibétaines.

Sylviane Klein

LE VATICAN VEUT-IL COURTISER LES FEMMES?

Grande première au Vatican: le Pape Jean Paul II recevait, en mai dernier, la secrétaire-générale de la IV^e Conférence sur les femmes, la Tanzanienne Gertrude Mongela, la porte-parole de cette conférence, la Française Thérèse Gastaut, et la représentante de l'ONU à Rome, la Libanaise Nadia Younes.

Certes, aucun changement révolutionnaire, n'a filtré du Saint-Siège, en ce qui concerne la planification familiale et l'interruption de grossesse, principales pierres d'achoppement entre les femmes et le Pape, mais la rencontre entre ce dernier et ses trois invitées «fut très enrichissante», reconnaît Thérèse Gastaut.

Pour Jean Paul II, la Conférence des Nations Unies sur les femmes doit avant tout «défendre leurs droits dans le travail et la société, mais éviter une vision individualiste de la femme, éloignée de ses besoins réels». Dans un message écrit, remis à Mme Mongela, le Pape s'est inquiété du risque d'une conférence qui «recommanderait des actions bien éloignées des besoins de la vie réelle et des aspirations des femmes». Tout en soulignant que «l'égalité et la dignité de l'homme et de la femme ne signifient pas qu'il faille la considérer comme semblable à l'homme. Cela appauvrirait les femmes et l'ensemble moral qu'il implique, ainsi que ceux du conditionnement de la société, si l'on déformait ou si l'on perdait de vue la richesse unique et intrinsèque de la féminité».

Le Pape a de tout temps considéré la famille comme l'élément central de la société. Lors de sa rencontre avec Mme Mongela, il a mis en garde les futures participantes de la réunion de Pékin contre «la conception erronée, qui affirme que la maternité est oppressive pour les femmes», et il a exhorté les femmes à «ne pas se sentir coupables» de rester au foyer pour éduquer leurs enfants. Tout en soulignant: «il est loin des intentions du Saint-Siège de vouloir limiter l'influence et l'activité de la femme dans la société. De profonds changements sont requis dans les attitudes et l'organisation de la société pour faciliter la participation de la femme à la vie publique. La femme doit pouvoir utiliser tous ses talents et exercer tous ses droits pour construire la société».

Un mois plus tard, Jean Paul II, dans une longue lettre ouverte, rendait hommage aux femmes: «Elles préservent souvent ce qui reste de dignité humaine, dans les tragédies de la pauvreté, des guerres et des migrations. Beaucoup reste encore à dire et à écrire sur l'énorme dette contractée par l'homme envers la femme dans tous les secteurs du progrès social et culturel».

Le Pape a également affirmé que la délégation du Saint-Siège serait dirigée par une femme. Un cadeau empoisonné pensent bien des féministes exaspérées par l'intransigeance du Souverain du Vatican sur bien des chapitres de la vie des femmes.

Luisa Ballin

Source: *L'interdépendant*, bulletin d'information du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, juillet 1995.